

CAHIER DES CHARGES

Elaboration d'un diagnostic de la décentralisation et des défis climatiques pour les autorités locales en Côte d'Ivoire, au Togo et en Ouganda

Phase 4 – Soutien à la Convention des Maires d'Afrique Subsaharienne

I. Contexte

Financé par l'Union européenne, le soutien à la Convention des Maires d'Afrique Subsaharienne (CoMSSA) vise à renforcer l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, ainsi que l'accès à l'énergie durable en Afrique subsaharienne, grâce à des actions mises en œuvre dans et/ou par les villes. L'action à l'échelle urbaine sera primordiale pour réussir la transition verte et transformer les économies, et l'importance des villes pour aborder et répondre au changement climatique est de plus en plus reconnue dans les processus de la COP, notamment lors du Sommet local d'Action pour le Climat organisé lors de la COP28.

Les deux premières phases du soutien ont permis la mise en place du réseau CoMSSA et la création d'un groupe de 13 villes pilotes sélectionnées pour bénéficier d'un soutien approfondi à l'élaboration de plans d'action pour l'accès à l'énergie durable et le climat (PAAEDC).

La phase 3 a permis l'élargissement du réseau. Des efforts ont notamment été déployés pour débloquer des financements climatiques et mobiliser les agences de mise en œuvre des États membres de l'Union européenne, dont Expertise France.

La phase 4 du soutien à la CoM SSA s'appuiera sur les acquis de la phase 3 et les consolidera. Elle encouragera l'action climatique à l'échelle des villes à travers trois volets interdépendants :

- Soutenir la capacité des villes à planifier, mettre en œuvre et suivre leurs plans d'action climat ;
- Accroître les investissements dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets dans les zones urbaines ciblées ;
- Améliorer les conditions d'action à l'échelle urbaine dans les pays ciblés.

Le programme est mis en œuvre par les organisations des États membres de l'Union européenne. Expertise France déploie son soutien dans trois pays, à savoir le Togo, l'Ouganda et la Côte d'Ivoire.

La stratégie d'Expertise France pour la mise en œuvre du programme consiste à :

- Fournir un soutien approfondi à un nombre restreint de villes dans chaque pays d'intervention afin d'améliorer leur capacité à planifier des actions d'atténuation et d'adaptation (volet 1) ;
- Déployer une assistance technique au niveau national visant à améliorer l'environnement des autorités locales pour s'engager dans l'action climatique (volet 2) ;

- Renforcer les échanges entre pairs et le réseautage entre les villes signataires (volet 3).

Cette prestation de services constitue une première étape dans la mise en œuvre du projet. Elle vise à fournir une vue d'ensemble des cadres existants de décentralisation et des défis climatiques auxquels sont confrontées les collectivités locales dans les trois pays. Elle favorisera le développement d'activités de suivi, c'est-à-dire des études complémentaires visant à améliorer l'environnement des collectivités locales en s'appuyant sur le niveau national.

Le prestataire apportera également un soutien méthodologique à l'équipe d'Expertise France pour la sélection des villes (composante 1).

II. Objectifs

Expertise France recherche un prestataire de services pour mener un diagnostic général en Côte d'Ivoire, au Togo et en Ouganda afin de :

1. Analyser l'état actuel de la décentralisation et son incidence pour l'action climatique au niveau local.
2. Identifier les principaux défis et opportunités liés à l'accès des collectivités locales aux financements climatiques
3. Anticiper les besoins d'assistance technique pour (a) améliorer le cadre national en lien avec la planification climatique locale et (b) renforcer l'accès des autorités locales à la finance climat

III. Périmètre de la mission

La mission se concentrera sur les activités clés suivantes :

1. Analyse du contexte de la décentralisation

- Analyser le cadre juridique et institutionnel régissant la décentralisation en Côte d'Ivoire, au Togo et en Ouganda.
- Analyser les rôles, les responsabilités et les capacités institutionnelles, humaines, techniques, financières, politiques et organisationnelles des collectivités locales dans l'identification, la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des actions climatiques.
- Identifier les lacunes structurelles et les obstacles juridiques, financiers et institutionnels au processus de décentralisation qui freinent l'efficacité de l'action climatique.

2. Cadre réglementaire pour la planification climatique locale

- Évaluer les politiques et réglementations existantes en matière de planification et d'actions climatiques locales.
- Identifier les lacunes des dispositifs actuels et proposer des recommandations pour renforcer le cadre réglementaire afin de faciliter une action climatique efficace au niveau local.
- Analyser la prise en compte des CDN de chaque pays dans les politiques locales, en analysant leur état d'avancement et les perspectives d'appropriation par les collectivités locales.

3. Accès au financement climatique

- Évaluer les mécanismes actuels et les défis auxquels sont confrontées les collectivités locales de Côte d'Ivoire en matière d'accès au financement climatique.
- Identifier les opportunités et les meilleures pratiques (expériences réussies/dispositifs efficaces dans éventuellement d'autres pays que les 3 de la mission) pour améliorer l'accès des collectivités locales aux fonds climatiques nationaux et internationaux.

4. Préparation des assistances techniques

Cette prestation de services sera suivie de deux interventions d'assistance technique visant à (a) améliorer l'environnement financier des collectivités locales et (b) enrichir le cadre national pour favoriser l'action climatique des collectivités locales (formation des agents territoriaux aux enjeux climatiques, amélioration du cadre réglementaire, développement de fonds dédiés à l'action climat des collectivités, etc.).

- Préparer les termes de référence de chacune de ces prestations de services.

5. Accompagnement à la sélection des villes

- Fournir à Expertise France des lignes directrices pour le processus de sélection des villes qui bénéficieront d'un accompagnement approfondi (niveau de décentralisation le plus pertinent, parties prenantes concernées, initiatives similaires, etc.)
- Consolider une liste de critères qui guideront la sélection finale des villes (adéquation du cadre juridique, compétence territoriale, capacité et intérêt locaux, cohérence globale au regard des intérêts communs des villes identifiées, etc.)

Ce travail d'identification sera mené en étroite collaboration avec Expertise France, et en concertation régulière avec l'UE (DG INTPA) et les délégations de l'UE dans chaque pays.

L'attributaire devra prendre en compte les livrables de la phase 3 du projet CoMSSA portant sur des sujets similaires. Ces résultats fournissent des informations précieuses sur les défis existants et des recommandations qui devraient être intégrées au travail

actuel. Un examen approfondi de ces documents servira de base de travail, assurant la continuité et la valorisation des acquis de la phase 3. Expertise France fournira au prestataire les livrables pertinents de la phase 3.

IV. Livrables attendus et calendrier prévisionnel

Période de la mission :

- 1) **Démarrage** : 1^{er} Septembre 2025
- 2) **Fin** : 28 Février 2026
- 3) **Durée attendue** : 6 mois

Livrables	Contenu	Date de réception des livrables
1. Rapport de démarrage/Note de cadrage	<ul style="list-style-type: none"> - Méthodologie détaillée et chronogramme/plan de travail. - Résultats préliminaires après revue documentaire. 	T0 + 1 mois
2. Lignes directrices pour le processus de sélection des villes et liste de critères	<ul style="list-style-type: none"> - Recommandations sur les critères de sélection des villes 	T0 + 1 mois
3. Rapport intermédiaire	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation des résultats intermédiaires par pays 	T0 + 3 mois
4. Rapports finaux et synthèse	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de missions détaillés. - Analyse détaillée pour chaque pays (Côte d'Ivoire, Togo et Ouganda). - Résultats clés sur la décentralisation, défis climatiques et accès à la finance climat. - Synthèse des résultats et recommandations pour les 3 pays 	T0 + 6 mois
5. Termes de référence	<ul style="list-style-type: none"> - Termes de référence pour 2 assistances techniques de suivi complémentaires 	T0 + 6 mois
6. Présentation des résultats	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation à Expertise France et aux parties prenantes pertinentes et validation 	T0 + 6 mois

V. Profils recherchés

Le soumissionnaire doit posséder une solide expérience dans la conduite de projets de planification climatique et énergétique, et l'équipe doit être en mesure de justifier des exigences suivantes :

1. Master en gouvernance, administration territoriale publique, développement, environnement ou tout domaine connexe ;
2. Connaissance/compréhension des politiques de décentralisation, gouvernance locale et climat dans les pays de la mission ;
3. Connaissance des engagements nationaux (CDN) et du rôle des territoires dans leur mise en œuvre
4. Connaissances des mécanismes de financement climatique
5. Au moins dix ans d'expérience professionnelle dans la conduite de diagnostics nationaux, et/ou territoriaux ; études stratégiques sectorielles (gouvernance, climat, énergie, décentralisation, etc.) ; revues/audits nationaux, évaluations de politiques publiques ou toute autre activité pertinente en lien avec la prestation, dont au moins deux en Afrique subsaharienne et/ou dans les pays en développement ;
6. Au moins 2 missions en lien avec les questions d'accès au financement climatique ou montage de projets climats
7. Excellentes compétences interpersonnelles et de communication ;
8. Excellente maîtrise de l'anglais et du français, parlés et écrits.

Ces exigences attendues peuvent se retrouver dans plusieurs profils proposés.